



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALES/16425*
27 mars 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATEE DU 20 MARS 1984, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE DE LA
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer que la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste entend appeler l'attention du Conseil de sécurité sur la situation dangereuse créée aux frontières orientales de la Libye à la suite des menées agressives du Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne et de l'intervention flagrante des Etats-Unis. Le gouvernement de ce pays a coopéré avec certains de ses agents de la région pour exploiter la dégradation de la situation au Soudan. Le 18 mars 1984, il a confié à deux avions d'espionnage AWACS ainsi qu'à une escadrille d'avions de chasse des activités d'espionnage sur le territoire libyen, ce qui constitue une violation de la Charte, une ingérence dans les affaires intérieures de la Jamahiriya arabe libyenne et une démarche tentant à exacerber les tensions. D'après des sources d'information américaines, le Gouvernement des Etats-Unis aurait l'intention de dépêcher de nouveaux avions au cours des prochains jours et d'accorder une assistance militaire d'urgence au Gouvernement soudanais en proie à des difficultés internes. Il y a lieu également de signaler les propos hostiles tenus par de hauts fonctionnaires américains à l'endroit de la Libye et de ses dirigeants. C'est ainsi qu'en reconnaissant la présence d'avions AWACS dans la région le Secrétaire d'Etat, George Schultz, a fait une déclaration témoignant d'une hostilité injustifiée à l'égard de la Jamahiriya.

Le Gouvernement des Etats-Unis a amorcé et poursuit une politique d'agression et de provocation vis-à-vis de la Jamahiriya, qui se traduit entre autres par des violations constantes de l'espace aérien et des eaux territoriales, par un boycottage économique de ce pays et par des campagnes de désinformation. Ce gouvernement a cherché à diviser la patrie arabe et à susciter des affrontements en son sein.

Après la défaite qu'il a subie au Liban, le Gouvernement des Etats-Unis cherche maintenant à créer de nouveaux foyers de tension dans le monde et s'en prend à la Jamahiriya, à sa révolution et à ses dirigeants.

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

Venant de la part d'un Etat membre permanent du Conseil de sécurité et qui a des responsabilités particulières en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'agression actuellement perpétrée par les Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et contre les peuples de la région constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Les actes d'hostilité des Etats-Unis constituent une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des principes et normes consacrés par le droit international et par la pratique.

Le Conseil de sécurité, qui est chargé du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, doit appeler l'attention du Gouvernement des Etats-Unis sur le danger que constitue sa politique de provocation et d'agression envers la Jamahiriya et la région et l'engager à mettre un terme à ses actes flagrants d'agression contre les peuples de la région, dont le peuple libyen.

Tout en soulignant qu'elle désire sincèrement voir la paix et la sécurité régner dans la région, la Jamahiriya affirme qu'elle est pleinement en droit de se défendre et de protéger son espace aérien et ses eaux territoriales et qu'elle se réserve le droit de demander une réunion du Conseil de sécurité, lorsqu'elle le jugera bon.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires,

(Signé) Awad S. BURWIN

